

Les Suisses élisent un nouveau Parlement

Les élections d'automne: Partie 2

Le 22 octobre, les Suisses éliront un nouveau Parlement. Un scrutin décisif pour les orientations politiques des quatre prochaines années. En tant qu'association professionnelle et politique des médecins de famille et de l'enfance, nous suivons de près ces élections, car ce Parlement sera amené à prendre des mesures de santé publique d'une grande importance et qui nous concernent au premier chef. Barèmes de soins, prévention, tabac et, bien sûr, pénurie de médecins de famille et de pédiatres: autant de questions qui vont beaucoup nous occuper dans les mois et années à venir. Sans oublier que d'autres sujets ne manqueront pas de s'inventer.

Nous vous proposons donc de courts entretiens avec «nos» candidats issus du corps médical. Notre association formule également des recommandations électorales non partisans. Nous, médecins de famille et de l'enfance, avons besoin de parlementaires engagés au niveau fédéral et dans les cantons. La voix des professions médicales, et la nôtre en particulier, doit être relayée par une représentation directe au Parlement. Il est par ailleurs dans notre propre intérêt de connaître les membres du Parlement capables non seulement de parler de santé, mais aussi de déployer une véritable expertise.

Nous vous invitons donc à soutenir nos candidats. Tous nos vœux de succès aux médecins engagés en politique!

Raoul Furlano

Quelles sont vos priorités politiques?

Santé publique – évolution démographique – changement climatique.

Avez-vous déjà fait de la politique de santé dans le canton, si oui sur quels thèmes?

Oui, en tant que membre et vice-président de la commission parlementaire cantonale de la santé, mais aussi au sein de mon parti, je m'occupe depuis des années de questions relatives au système de santé et j'ai déposé de nombreuses interventions sur ce thème, dont certaines ont été mises en œuvre avec succès.

D'après vous, à quelles questions de santé publique le Parlement national devrait-il s'intéresser davantage?

Les coûts de la santé et la maîtrise de ces coûts, mais aussi la pénurie de personnel qua-

lifié et la difficile mise en œuvre de l'initiative sur les soins infirmiers. La biodiversité, également dans le sens du bien-être de l'humanité, me tient à cœur et ne bénéficie pas, à mon avis, de suffisamment d'attention.

Comment le pouvoir politique peut-il et doit-il renforcer l'offre de soins de base et quels sont les meilleurs atouts pour cela?

- Les responsables politiques peuvent allouer davantage de moyens à notre système de santé afin de renforcer les infrastructures et les ressources humaines.
- Créer des incitations pour que les médecins et le personnel médical s'installent et travaillent dans les régions où la couverture en soins est insuffisante.
- Promotion de la télémédecine et des solutions de santé numériques.
- Collaboration plus étroite avec les prestataires de soins privés.
- Améliorer les compétences en matière de santé de la population afin que les gens puissent prendre des décisions mieux informées sur leur santé.

Quelle est votre «recette pour une Suisse en bonne santé» personnelle? Pour quoi souhaitez-vous vous engager en particulier?

- L'évolution démographique a des répercussions sur les systèmes de retraite, les soins de santé et les conditions du marché du travail. Grâce à ma bonne connaissance des systèmes de santé possibles et à mon réseau avec les parties prenantes, je veux contribuer à rendre notre système de santé suisse plus innovant et moins cher.
- Maintenir et continuer à renforcer le pôle de recherche et d'innovation de Bâle et faire comprendre à nos collègues siégeant dans les Conseils qu'il ne s'agit pas ici d'intérêts particuliers cantonaux, mais d'un acte de portée nationale et internationale.

mfe s'engage pour les revendications des médecins de famille et de l'enfance – quels sont les plus grands défis politiques pour votre parti au cours de la prochaine législature?

Réduire les coûts du système de santé, tout en résolvant la tâche herculéenne de ne pas compromettre la qualité et surtout de ne pas risquer de tomber dans une médecine à deux vitesses avec des «budgets globaux».

Pourquoi les lecteurs de PHC devraient-ils vous donner leur voix?

- Parce qu'en tant que médecin (catégorie professionnelle nettement sous-représentée au Parlement) et homme politique, j'apporte une grande expérience pratique et je m'engage depuis longtemps en politique.
- Parce que je suis prêt à servir la société, qui m'a beaucoup donné dans ma vie, et à promouvoir le bien commun.
- Parce que j'aimerais exercer une influence directe sur les décisions et les développements politiques nationaux en apportant mes idées et mes conceptions à la politique.

Question joker: À votre avis, qui devrait prendre la tête du DFI et donc être responsable de la santé publique au Conseil fédéral?

Prof. Dr méd. Raoul Furlano



Je suis marié et père de deux enfants adultes. Je suis né à Bâle, où je vis aujourd'hui. J'ai vécu et suivi ma formation postgraduée pendant quatre ans à l'étranger (États-Unis/Royaume-Uni). En plus de ma profession de pédiatre (responsable de la gastroentérologie et de la nutrition pédiatriques à l'Hôpital universitaire pédiatrique des deux Bâle, UKBB) et de chargé de cours (Université de Bâle): engagements bénévoles dans des fondations, des associations, des associations professionnelles et des institutions, député élu au Grand Conseil du Liberal-Demokratischen Partei Basel-Stadt et président de groupe, vice-président de la Commission de la santé de Bâle, membre de la sous-commission «Climat». Sens de la famille. Caractère: ouvert, accessible, bien organisé, droit, honnête, posé, habitué à travailler dur et beaucoup.

Là aussi, je sors mon joker et donne une réponse diplomatique: le/la conseiller(ère) fédéral(e) élu(e) doit être en mesure de défendre les intérêts du pays et d'assumer consciencieusement ses responsabilités pour le DFI et la politique de santé. Une tâche difficile, les personnes compétentes sont rares.

Pierre-Alain Fridez

Quelles sont vos priorités politiques?

Membre de la commission de politique de sécurité du Conseil national, je suis devenu l'un des spécialistes de ce domaine au sein de mon parti. Je cherche à faire évoluer les questions de sécurité vers la prise en compte prioritaire des risques d'aujourd'hui pour la Suisse (cyber, terrorisme, criminalité, événements extrêmes en lien avec le changement climatique), surtout en faveur de la protection de la population, étant entendu que personne ne va aujourd'hui et demain envahir la Suisse, notre situation géographique au milieu du dispositif de l'OTAN nous offrant une protection objective. Je suis également membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, où je m'occupe de questions migratoires et de santé. J'ai présidé la commission des migrations en 2020 et 2021, et je continue mon travail de défense des enfants migrants non accompagnés et plus globalement d'une politique migratoire plus digne et ouverte dans les différents pays européens. En ce qui concerne la santé, je suis un défenseur déterminé de la caisse unique, d'une politique active en termes de promotion de la santé, et je suis à l'origine de la motion qui a fait reconnaître le remboursement des frais des traitements des pédicures-podologues pour les patients diabétiques.

Avez-vous déjà fait de la politique de santé dans le canton, si oui sur quels thèmes?

Je me suis engagé comme député dans la réforme hospitalière cantonale de l'époque en faveur du maintien de soins de proximité. Membre de la commission de la santé, j'ai notamment œuvré à la reconnaissance de l'ostéopathie dans le Jura.

D'après vous, à quelles questions de santé publique le Parlement national devrait-il s'intéresser davantage?

Le poids intolérable des primes de caisse-maladie pour une part croissante de la population, le système des primes par tête étant à bout de souffle. D'autre part un véritable soutien à la médecine de premier recours. Des mots oui ... mais les actes peinent à atteindre le stade de la concrétisation. C'est pourtant un levier essen-

tiel pour contenir les coûts, assurer une médecine de proximité et répondre au défi majeur du vieillissement de la population.

Comment la politique peut-elle et doit-elle renforcer les soins médicaux de base et où se trouvent les plus grandes chances d'y parvenir?

La médecine de premier recours doit devenir le socle de base de prise en charge de la population, reposant sur des médecins généralistes bien formés, déchargés de pressions administratives chronophages, correctement rémunérés, en collaboration directe avec un maillage du territoire par des hôpitaux de proximité, aptes à soigner le courant, l'essentiel, les soins gériatriques étant appelés à devenir leur principale source d'activité. Le compliqué, le spécial, devra être réservé à un nombre limité d'hôpitaux très spécialisés.

Quelle est votre «recette pour une Suisse en bonne santé» personnelle? Pour quoi souhaitez-vous vous engager en particulier?

Une Suisse terre de justice sociale, avec un filet social fort et une médecine qui restera humaine et basé sur le relationnel, avec une grande place pour la prévention.

mfe s'engage pour les revendications des médecins de famille et de l'enfance – quels sont les plus grands défis politiques pour votre parti au cours de la prochaine législature?

Aujourd'hui le système du financement de la LAMal, basé sur une prime par tête, un véritable im-pôt injuste car égal pour toutes et tous, sans tenir compte du revenu, est devenu insupportable et ampute une part toujours plus importante du pouvoir d'achat d'une grande partie de la population: c'est aujourd'hui une priorité pour le parti socialiste. Avec l'introduction d'une caisse unique, le système actuel représentant une pseudo-concurrence qui empêche de disposer de primes en phase avec l'augmentation réelle des coûts, nécessite de grandes réserves et ne permet pas une véritable politique de prévention. Autre point essentiel: la nécessité de créer les conditions cadre permettant d'assurer une véritable relève médicale à l'avenir...

Pourquoi les lecteurs de PHC devraient-ils vous donner leur voix?

En soutenant ma candidature, ils voteraient pour quelqu'un qui connaît et comprend leurs problèmes, mais également pour quelqu'un qui privilégie toujours l'aspect social et humain dans toute problématique.

Dr méd. Pierre-Alain Fridez, Conseil national, PSS, Jura



Né à Moutier en 1957, j'ai passé mon enfance à Courrendlin. Après le lycée à Porrentruy, j'ai fréquenté les cours de la Faculté de médecine de l'Université de Lausanne (1976–1982). Diplôme fédéral de médecin en décembre 1982. Formation post-graduée de médecin généraliste avec des stages au CHUV (gynécologie-obstétrique), à l'Hôpital de Gimel (psychogériatrie), et dans les hôpitaux régionaux de Delémont (médecine interne) et Porrentruy (chirurgie, orthopédie, médecine interne et pédiatrie).

Ouverture de mon cabinet de médecine générale à Fontenais (JU) fin 1988. Depuis 1988 également, médecin répondant du Foyer les Fontenattes à Boncourt, institution pour personnes handicapées mentales adultes. Formation en homéopathie uniciste.

Depuis 1996, activité politique (maire de Fontenais 12 ans, puis député au Parlement jurassien dès 1999, au total 9 ans, puis conseiller national dès 2011) en parallèle avec mon travail de médecin que je compte poursuivre encore quelques années.

Je suis marié, père de 4 enfants et l'heureux grand-père de 3 petits-enfants. Je suis membre du parti socialiste depuis 1996.

Question joker: À votre avis, qui devrait prendre la tête du DFI?

Mon amie Elisabeth Baume-Schneider évidemment, une ancienne assistance sociale dont les qualités humaines et le pragmatisme bienveillant ne sont plus à démontrer.

Responsabilité rédactionnelle

Sandra Hügli-Jost
Responsable communication
mfe – Médecins de famille
et de l'enfance Suisse
Secrétariat général
Effingerstrasse 2
CH-3011 Berne
sandra.huegli[at]medecinsdefamille.ch